

LA PAROLE AUX CITOYEN.NES

La votation travail à l'initiative de sept syndicats, appelle l'ensemble des citoyen.nes à exprimer leur avis sur le retrait de la loi. Les militant.es des syndicats Ufict CGT ont répondu présents dès son lancement en organisant des votations dans les entreprises de l'énergie partout en France. Tour d'horizon.

MONTPELLIER

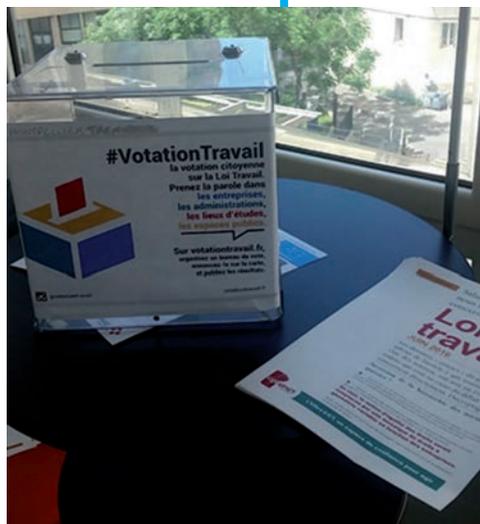
Aller d'abord à la rencontre des salarié.es

« Il faut organiser une votation travail à Montpellier ». C'est en ces termes que l'animateur régional Ufict m'annonce au téléphone la volonté du bureau national de l'Ufict CGT de contribuer fortement à cette votation citoyenne. Mais qu'est-ce que c'est ? « *T'inquiète pas, je t'envoie tout ça par mail...* ». Bon. On commence à s'y plonger, et on commence à se rendre compte que l'on dépasse largement le cadre d'un déploiement classique. Tout y est : un logo, du matériel de com classique, un site internet dédié, une forte présence sur les réseaux sociaux #votationtravail et votationtravail.fr

Nous décidons de lancer la votation sur tous les sites de Montpellier avec un mode opératoire qui sera toujours le même : aller d'abord à la rencontre des salariés, bureau par bureau, exploitation par exploitation, en expliquant les enjeux et les modalités. En commençant par la direction, et en ne se privant pas d'aller, aussi, là où ça nous fait mal, là où nous sommes moins présents voire minoritaires.

Difficile de dresser un bilan à chaud de cette séquence, mais elle est déjà tellement riche en échanges, en points de vues parfois divergents... et des résultats qui plébiscitent notre positionnement sur cette loi et notre volonté de déploiement. Instaure le débat, proposer aux agents, notamment à l'encadrement souvent soumis dans l'entreprise à un « devoir de loyauté », de s'exprimer librement, c'est aussi participer à la prise de conscience et à la mobilisation !

Benjamin Ordon



SIÈGE GRDF À PARIS

Une autre forme de mobilisation, plus accessible pour tous les collègues

Il pleut sur Paris ce mardi 31 mai, mais au siège social de GRDF à Condorcet, c'est une équipe de militants motivés, appuyés par Sophie Binet (secrétaire générale adjointe de l'Ugict) et Priscille Cortet (secrétaire générale de l'Ufict mines énergie), qui se lancent dans la votation citoyenne... Dès 8h, le tract est distribué aux deux entrées du site. 1 200 personnes s'y pressent dont 500 prestataires externes « *avec lesquels j'ai peu de contact* » avoue Jean-Marc, délégué CGT du site. La votation aura lieu à 11h et tous les salariés sont invités à s'exprimer. Dix minutes avant, certains font déjà la queue dans le petit couloir menant au local SLV du comité d'entreprise. La direction de GRDF a pourtant tenté d'empêcher cette votation (pression envers les élus CGT ou encore menace d'interdiction de cette votation dite « politique »).

Il faut faire de la place sur le bureau chargé de dossiers, pour poser l'urne en bois qui en a vu d'autres. Le vote est ouvert. « *C'est un sujet qui touche tout le monde* » estime Catherine.

« *Nous n'avons eu aucune info jusqu'à aujourd'hui sur les journées d'action* » déplorent deux salariés. « *Alors cette votation est une très bonne initiative ! Que tout le monde s'exprime... pour se faire entendre* ». Un homme indique avoir manifesté une fois en mai contre la loi travail « *Je suis satisfait de cette autre forme de mobilisation* », plus accessible pour tous ses collègues.

EDF R&D Renardières (77)

Méfiance sur des droits nouveaux ?

C'est le mardi 7 juin qu'a eu lieu le scrutin intersyndical (CGT, Sud, FO) organisé sur les 3 sites parisiens d'EDF R&D (2 100 agents), et pour les Renardières, c'était le hall du restaurant d'entreprise qui a été choisi. Mais au dernier moment, craignant que l'eau ne soit pas potable du fait des inondations, le restaurant a été fermé, mais c'est dans ce même hall que des bouteilles d'eau de source étaient distribuées : cela a contribué à faire venir les salariés EDF, mais aussi les prestataires, toujours nombreux sur les sites EDF. Sur un site de 600 salariés EDF,

dont $\frac{3}{4}$ d'ingénieurs et $\frac{1}{4}$ de techniciens, 129 votants se sont exprimés (dont une vingtaine de salariés du privé et autant d'étudiants). Ils ont massivement demandé le retrait du projet de loi, et même si 33 ont voté contre, nous imaginons que nombre d'entre eux ont confondu voter CONTRE le projet Loi Travail et voter POUR le retrait...

Un des prestataires qui ne souhaitait pas utiliser l'isoloir (fourni par la direction) a rempli son bulletin devant nous et a coché « Non » à la question : *Faut-il aujourd'hui des droits nouveaux ?* Pensant qu'il s'était

trompé, nous le lui avons signalé et il nous a répondu que ce n'était pas une erreur. Pour lui, depuis des années, tout ce qui est nouveau va plutôt dans le mauvais sens : il préfère donc en rester au statu quo. Une vingtaine de votants ont fait de même, alors qu'une centaine a voté POUR des droits nouveaux. Nous devons donc encore convaincre qu'ensemble, nous pouvons gagner des droits nouveaux progressistes !

Jean-Paul Rignac

CAMPUS DE FORMATION D'ENEDIS (EX ERDF)

Rien ne remplace le contact humain !

Dès le kit de votation mis à disposition, le Syndicat Energie Formation Distributeur (SEFD) s'inscrit dans la démarche, et organise le vote physique sur trois campus de formations : Lille, La Pérolière et Sainte-Tulle. Nous invitons le personnel des autres campus, à renvoyer leur vote par mail ou à trouver un bureau de proximité sur le site <http://votationtravail.fr/>

D'entrée, on nous fait des remarques sur la formulation des questions : ce n'est pas clair pour tous ! Le 3 juin, jour du vote sur La Pérolière, l'urne située au bureau syndical ne se garnit que de 28 bulletins (mails et physiques) : un résultat très insuffisant en regard des votants potentiels. Nous décidons donc de prolonger le vote en installant l'urne à l'entrée de la restauration du campus, le lundi suivant. Après 1h30 de présence physique, les résultats augmentent très sensiblement avec 92 votants au total. Même constat sur le site de Sainte Tulle en allant au-devant des agents.

Le syndicalisme numérique, c'est comme la formation numérique : ça ne marche pas ! Rien ne remplace le



contact humain et les échanges en prise directe avec les collègues. Nous le savions, et on en a eu la preuve : nous en sommes maintenant encore plus convaincus !

Thierry Thellier

Engie La Défense

Certains sont allés jusqu'à nous remercier et même se syndiquer !

La votation au siège était organisée les 31 mai et 2 juin sur le créneau de la pause méridienne. Un appel a donc été fait à toutes les forces vives pour gérer cette initiative aux entrées et sorties des restaurants d'entreprise, car ce sont 7 syndicats en tout qui appellent à cette initiative... mais heureusement des membres du bureau de l'Ufict, ainsi que d'autres de la coordination régionale ont pu, au pied levé, prêter

main forte, car il a fallu à tous beaucoup de salive pour expliquer la démarche, inciter à voter et à émarquer. Il est parfois difficile d'arrêter un.e collègue en plein élan pour aller déjeuner et les techniques d'esquive sont nombreuses : le ventre gargouille, ce n'est pas le moment, il faut réfléchir, on verra plus tard... Certains s'indignent même avec des haussements d'épaules et/ou de sourcils, s'affirmant parfois pour la

loi Travail, tout en refusant pour la plupart de le traduire sur un bulletin de vote. D'autres, heureusement, ont apprécié la démarche, motivé.es à donner leur avis, allant jusqu'à nous remercier et même se syndiquer. Il faut de tout pour faire un monde mais à cette occasion, on voit que certain.es sont sur une autre planète : la planète Engie !

Carole Ballais